



## Nouvelles de nos partenaires

**Rwanda** – Dans le cadre de son travail auprès des survivantes du génocide, SEVOTA a organisé une rencontre entre des femmes et leurs maris visant à améliorer leur relation de couple, ainsi que leur rapport avec leurs enfants. Une formation relative aux droits de la personne et au respect des biens leur a été dispensée. Ce fut l'occasion pour les bénéficiaires, séparés en groupes hommes-femmes, de témoigner des expériences de cohabitation qui les traumatisent et d'échanger des conseils à l'aide de facilitatrices.

Certains maris ont assisté à une rencontre formative afin d'échanger sur leur situation familiale et de promouvoir la cohabitation pacifique. La prochaine rencontre regroupera les maris, les femmes et les jeunes en vue d'échanges visant à améliorer leur santé mentale et leur bien-être psychologique.



SEVOTA a par ailleurs offert des formations sur les droits et l'apprentissage d'exercices de traitements en santé mentale auprès des représentant-e-s des *clubs de la paix* au sein desquels les jeunes participent à des activités sportives et récréatives. Lors de ces rencontres, les jeunes témoignent de leur parcours et de la maltraitance infantile qu'ils ont vécu, notamment dû au fait que leurs pères ont été des génocidaires.



L'organisation a visité ces jeunes dans leurs écoles et leurs familles afin d'apporter du soutien psychosocial.

L'accompagnement de ces jeunes s'avère nécessaire puisque plus de 80% d'entre eux ont une faible estime de soi et présentent des signes de dépression.

**Liberia** – Dans le cadre du Programme d'éducation équitable en matière de genre (GEEP), ADWANGA a offert une formation d'appoint sur la pédagogie axée sur l'apprenant et sensible au genre à des enseignant-e-s, directeurs-trices d'école, administrateurs-trices scolaires, formateurs-trices en éducation communautaire et superviseur-e-s de clubs de filles, ainsi qu'à ses coordonnateurs-trices de comté. La formation visait 735 personnes, dont 709 participant-e-s provenant de 25 écoles dans trois comtés.



L'organisation a également mené des activités d'engagement communautaire axées sur la participation des associations parents-enseignants (APE) afin de sensibiliser et de promouvoir la

participation de la communauté aux activités liées à la l'égalité des genres dans et par l'éducation. Des messages radiophoniques ont été diffusés sur cinq stations de radio communautaire afin d'informer les communautés du GEEP et de son impact.



Au cours de cette période, 25 APE ont reçu des subventions d'amélioration scolaire visant à assurer un environnement d'apprentissage sain et sécuritaire. Le projet a également soutenu les activités des clubs de filles,

notamment: a) des réunions pour discuter des questions touchant aux compétences pratiques allant de la prévention des grossesses non désirées à la VSBG; b) des fonds de démarrage, et c) des loisirs et excursions visant à donner aux filles l'occasion de rencontrer leurs pairs et d'identifier des parcours professionnels et des modèles féminins.

**RDC** – Au cours des mois de juin et juillet, les superviseur-e-s identifié-e-s et formé-e-s en matière de documentation de cas de mariage forcé et d'esclavage sexuel ont documenté 44 cas dans leurs axes respectifs, notamment dans les territoires de Mambasa, Djugu, Mahagi et Irumu en province de l'Ituri. Parmi les 44 cas, 23 sont des cas de mariage forcé et 21 d'esclavage sexuel. SOFEPADI compte poursuivre ses entrevues avec les victimes identifiées durant le mois d'août. Celles-ci permettront d'obtenir des renseignements sur les besoins spécifiques des victimes en matière de réinsertion socioéconomique, ainsi que sur les possibilités d'appui judiciaire. À Oicha, comme à Bunia (territoires de Mambasa et Mahagi), l'organisation assurera le suivi des victimes encadrées en centre d'apprentissage des métiers, de même que des activités génératrices de revenu. Les enfants issus de mariages forcés et d'esclavage sexuel seront quant à eux identifiés aux fins de réinsertion scolaire prévue pour la rentrée au début septembre.

À Bunia, dix dossiers sont au programme pour une audience foraine en cours de préparation avec le tribunal militaire de garnison d'ici la mi-août. La préparation des victimes s'effectue en commun accord avec le partenaire CARITAS WAMBA basé à Mambasa. Les avocat-e-s et conseillers-ères de SOFEPADI sont en contact avec les victimes en prévision de leur participation à cette audience foraine appuyée par le bureau conjoint des droits humains (BCNUDH).